



Les Amis de la Terre International

RAPPORT ANNUEL

2019

MOBILISER, RÉSISTER, TRANSFORMER



**Les Amis
de la Terre
International**

La grande variété d'alliances avec des mouvements divers fait des Amis de la Terre l'une des voix les plus puissantes du discours mondial. 7^e Rencontre internationale de La Vía Campesina sur l'agroécologie, à Cuba.

© Azul Cordo / Radio Monde Réel





**Les Amis
de la Terre
International**

Les Amis de la Terre International est le réseau écologiste de base populaire le plus large du monde : il compte 73 organisations membres et plus de deux millions de membres et de sympathisants dans le monde entier.

LES AMIS DE LA TERRE
INTERNATIONAL

199 868

EN 2019



**VISITEURS
DE FOEILORG**

Notre vision :

- un monde pacifique et durable, basé sur des sociétés qui vivent en harmonie avec la nature,
- une société de personnes interdépendantes qui vivent dans la dignité, la complétude et l'épanouissement, et où l'équité et les droits des personnes et des peuples sont devenus des réalités,
- une société fondée sur la souveraineté et la participation des peuples,
- une société fondée sur la justice sociale, économique, environnementale et de genre et débarrassée de toutes les formes de domination et d'exploitation, telles que le néolibéralisme, la mondialisation économique, le néo-colonialisme et le militarisme.

Nous pensons que, grâce à ce que nous faisons, l'avenir de nos enfants sera meilleur.

Notre mission :

- Veiller ensemble à ce que règnent la justice environnementale et sociale, la dignité humaine et le respect des droits des personnes et des peuples, afin de parvenir à des sociétés durables.
- Arrêter et inverser la dégradation de l'environnement et la diminution des ressources naturelles, développer la diversité écologique et culturelle de la terre, et obtenir des moyens d'existence durables.
- Parvenir à l'émancipation des peuples autochtones, des communautés locales, des femmes, groupes et individus, et faire en sorte que le public participe à la prise de décisions.
- Amener la transformation nécessaire pour parvenir à la durabilité et à l'équité, entre les sociétés et dans chacune d'elles, grâce à des approches et des solutions créatives.
- Entreprendre des campagnes dynamiques, sensibiliser et mobiliser les gens et nous allier avec des mouvements divers, en associant les luttes locales, nationales et internationales.
- Nous inspirer les uns des autres et exploiter, renforcer et compléter nos capacités respectives, en vivant en accord avec le changement que nous souhaitons voir et en travaillant ensemble de façon solidaire.

LETTRE DE KARIN NANSEN

Présidente des Amis de la Terre International



Chers amis,

L'année 2019 a posé de gros problèmes à la fédération de base populaire pour la justice environnementale qu'est Les Amis de la Terre International, et nous y avons répondu avec un certain nombre de réalisations stimulantes. Le présent rapport en présente seulement quelques-unes.

Le contexte dans lequel nous travaillons est devenu de plus en plus menaçant. La démocratie et la participation sont assiégées dans beaucoup de pays, à mesure qu'augmente le pouvoir de l'extrême droite et du néofascisme. La manipulation des données, les fausses informations et le discours misogynne, raciste et xénophobe deviennent monnaie courante. Le contrôle croissant exercé par les multinationales se traduit par des atteintes systématiques aux droits des personnes, en particulier à ceux des femmes. Des mouvements sociaux, des communautés et des défenseurs de la nature et des moyens d'existence sont criminalisés et, dans certains pays, leurs membres sont tués.

Nos propres organisations et partenaires sont sur la ligne de front. Notre nouveau système pour surveiller et dénoncer les attaques contre les

droits des peuples s'avère inestimable. En 2019, grâce à ce système de solidarité internationaliste, nous avons pu dénoncer 14 cas de violations des droits humains, agir au plan politique pour soutenir les communautés et les mouvements sociaux, et répondre à des situations d'urgence dans de nombreux pays.

Engagés dans des combats dans tant de pays, nous sommes bien placés pour renforcer la lutte contre des projets et des politiques qui vont aggraver les crises environnementales et sociales. L'opposition aux fausses solutions fondées sur le marché que prônent les multinationales a été une dimension fondamentale de notre travail à tous les niveaux en 2019.

En matière de justice climatique et d'énergie, nous et nos alliés avons évité qu'un accord sur les échanges d'émissions et la compensation soit conclu lors des pourparlers de l'ONU sur le climat à Madrid. En même temps, nos organisations membres ont repoussé des projets pétroliers et des barrages, de l'Écosse, la Bosnie-Herzégovine et la Norvège au Bangladesh et l'Indonésie, et du Mozambique, l'Ouganda et le Togo au Honduras.

Au sujet de la biodiversité, nous avons continué à travailler pour éviter que la financiarisation de la nature gagne du terrain à la Convention sur la diversité biologique. À cette fin, lors des pourparlers préparatoires au sujet d'un Cadre mondial de la biodiversité nous avons présenté des arguments solides contre les mécanismes fondés sur le marché.

À propos de la justice économique, nous continuons de travailler avec nos alliés pour un traité de l'ONU ambitieux et juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales et les droits humains. Nous avons veillé à ce que plusieurs États prennent des positions susceptibles d'améliorer le texte révisé du traité qui vise à rendre les sociétés transnationales responsables de violations des droits humains et de crimes contre l'environnement. Nous avons lutté également aux tribunaux contre l'impunité de sociétés telles que Shell et Total.

En plus de nous opposer aux politiques, projets et mécanismes nuisibles du néolibéralisme, nous avons entrepris de concevoir des approches générales pour amener la justice environnementale, sociale, économique et de genre, et nous avons obtenu quelques résultats importants en 2019.

En matière de souveraineté alimentaire, avec d'autres organisations et mouvements sociaux dont notre allié stratégique *La Via Campesina* nous avons poussé les organes de l'ONU à reconnaître que l'agroécologie est une solution

« Tout en luttant pour changer le monde, nous nous efforçons aussi de croître en tant que fédération. Pour y parvenir il est essentiel d'intégrer une perspective féministe et de justice de genre dans tous nos programmes et dans les initiatives pour le développement des membres. » Karin Nansen, Uruguay, Présidente des Amis de la Terre International.

clé de la crise du système alimentaire. Il s'agit d'une avancée capitale qui fraie la voie à des changements dans les politiques nationales et internationales, d'autant plus importantes au vu de la COVID-19 : cette pandémie a montré, entre autres choses, qu'il est urgent d'abandonner l'agriculture industrielle et de favoriser les systèmes alimentaires agroécologiques des paysans.

D'autre part, nous avons avancé dans notre travail sur la gestion communautaire des forêts, une approche de la lutte contre le déboisement et la perte de biodiversité qui place au centre les peuples autochtones et les communautés locales.

Tout en luttant pour changer le monde, nous nous efforçons aussi de croître en tant que fédération. Pour y parvenir il est essentiel d'intégrer une perspective féministe et de justice de genre dans tous nos programmes et dans les initiatives pour le développement des membres. Pendant la CdP sur le climat, nous avons organisé un atelier sur ce que devrait être une transition féministe juste, avec nos alliés des peuples autochtones et des mouvements féministes, syndicalistes, paysans et de jeunes. Nous avons aussi avancé dans notre travail sur les femmes en tant qu'acteurs politiques de la souveraineté alimentaire, et sur l'importance de la justice de genre pour la biodiversité. Pour progresser en matière de justice de genre et modifier les relations de pouvoir patriarcales au sein de la fédération, nous avons commencé à appliquer la stratégie approuvée par notre assemblée générale biennale de 2018, et organisé des ateliers pendant les assemblées générales annuelles de nos quatre régions. La nouvelle politique pour toute la fédération sur la violence et le harcèlement sexuel est un pas fondamental vers notre objectif de mettre fin à l'oppression patriarcale.

Nos régions continuent de contacter de nouvelles organisations membres potentielles. Nous visons à étendre notre portée géographique et notre base de pouvoir, afin de constituer un mouvement pour la justice environnementale plus diversifié et ouvert.

La fin de l'année de travail 2019 a coïncidé avec l'apparition du danger de propagation mondiale de la COVID-19. Bien au-delà de ses effets épouvantables sur la santé, la pandémie a des implications profondes pour les questions sur lesquelles nous travaillons, et pour nos alliés, nos organisations et nos communautés. Mais nous avons montré notre capacité à organiser, à mobiliser et à nous attaquer aux crises qui menacent l'humanité, et à lutter pour le pouvoir des peuples, pour les droits collectifs, pour la justice de genre et contre le patriarcat. Il est donc avec une énergie renouvelée que nous réaffirmons notre engagement à participer au combat.



Les Amis de la Terre Bosnie-Herzégovine dans les rues en 2019 pour la Journée internationale de la femme.



Solidairement,

Karin Nansen, Uruguay,
Présidente des Amis de la Terre
International

TABLE DES MATIÈRES

Justice climatique et énergie	6
Justice économique et résistance au néolibéralisme	10
Souveraineté alimentaire	14
Forêts et biodiversité	18
Thèmes transversaux et faits marquants régionaux	22
Finances	26



VISITEURS DE

73



PAYS DU SITE
WEB DE RADIO
MONDE RÉEL
EN 2019

Les Amis de la Terre ont critiqué avec acharnement les résultats du processus de la CCNUCC ces dernières années ; ces critiques sont maintenant partagées par un secteur plus large de la société civile. Les Amis de la Terre dans les rues de Madrid, en Espagne, pendant la CdP25.

© Victor Barro / Amis de la Terre Espagne

Les faits marquants des programmes en 2019

FOCALISER LE POUVOIR D'UN MOUVEMENT MONDIAL

Programme Justice climatique & énergie

**Notre programme
Justice climatique
& énergie vise à :**

- accroître la mobilisation autour de l'urgence planétaire et la justice climatique,
- affaiblir le secteur de l'énergie polluante en arrêtant des projets énergétiques nuisibles,
- être reconnus comme des leaders dans la quête d'un système énergétique populaire et juste.

Tandis que les effets négatifs du climat s'accéléraient et que l'attention des médias s'intensifiait, les pourparlers 2019 de l'ONU ont été la cible d'un mouvement mondial enhardi pour la justice climatique.

LA MOBILISATION ET LA CDP25

Le changement de dernière minute du lieu prévu pour la 25e Conférence des parties à la CCNUCC, de Santiago à Madrid, a posé des problèmes mais ne nous a pas empêchés de faire sentir notre présence des deux côtés de l'Atlantique.

Lorsque près de 50 collègues venus d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Europe ont débarqué à Madrid, nous avons participé à l'organisation d'une marche d'un demi-million de personnes, dirigé des actions concernant la finance, la responsabilité des pollueurs et les pertes et profits, tenu des conférences de presse, installé des haut-parleurs dans les plénières du Sommet social (*Cumbre Social*) et organisé un événement à nous lors de ce sommet, intitulé *Voices from the frontlines* (Les voix du front). Dans le local officiel nous avons contribué à organiser une manifestation contre l'absence d'action, laquelle a été arrêtée de manière agressive. Le contraste entre les pollueurs, accueillis en tant que sponsors et organisant des activités à l'intérieur, et la société civile, littéralement laissée dehors dans le froid, a été une illustration frappante du fonctionnement interne de la CdP.

Pendant ce temps, à Santiago, des collègues latino-américains et caribéens ont organisé un Sommet des peuples (*Cumbre de los Pueblos*) d'une semaine auquel sont venus se joindre des collègues d'autres régions. Avec des activités sur la transition juste organisées par notre équipe latino-américaine et la Confédération syndicale des Amériques (CSA) – une relation en développement – nous avons braqué les projecteurs sur les voix et les mouvements du Sud qui n'avaient pas pu se rendre

à Madrid, et nous avons mis en évidence que les deux événements étaient liés, tout en condamnant les mesures de répression prises par le gouvernement chilien contre les manifestations au Chili.

Nos délégations à la CdP25 et au Sommet de l'ONU pour l'action sur le climat étaient équilibrées du point de vue du genre, et les femmes activistes des pays du Sud ont été aux premiers rangs dans les actions, les panels et les entretiens avec les médias. À Madrid nous avons dirigé un atelier où nos membres et nos alliés des mouvements féministes, syndicaux et sociaux ont examiné quelles devraient être les caractéristiques d'une transition juste féministe.

Nous nous sommes démenés pour que la lutte contre la compensation et l'échange d'émissions deviennent le thème principal de la CdP ; nous avons obtenu une forte couverture médiatique de nos analyses et l'adhésion de 174 organisations à notre pétition contre l'échange d'émissions (*'No to carbon markets'*). Il est bon de savoir que nos efforts ont contribué à éviter qu'un accord sur l'échange d'émissions soit conclu à Madrid. L'élan que nous avons suscité contre cette dangereuse distraction sera crucial parce que la question de l'échange d'émissions sera de nouveau sur la table à la CdP26.



La fin des combustibles fossiles et une transition juste vers de l'énergie renouvelable sont réclamées à Penang, en Malaisie.



La fin des combustibles fossiles et une transition juste vers de l'énergie renouvelable sont réclamées en Colombie.

LES NOUVEAUX MOUVEMENTS

L'énorme mobilisation de Madrid n'a pas été la plus grande d'une année qui a vu les grèves de jeunes et les actions d'*Extinction Rebellion* changer le panorama de l'activisme. Dans les coulisses, nous avons travaillé pour faire mieux entendre dans ces mouvements les voix du Sud et notre discours sur la justice et l'équité. Mais nous avons agi directement dans les grèves d'étudiants et au Sommet sur le climat du Secrétaire général de l'ONU, en septembre, où au moins 35 organisations des Amis de la Terre ont pris part à des mobilisations qui ont convoqué près de 7,9 millions de personnes au total.

« Nous allons affronter ceux qui détruisent la planète et portent préjudice aux communautés en toute impunité. Nous allons lutter pour une transformation des systèmes énergétiques, alimentaires, économiques et de transport. »

dipti Bhatnagar, coordinatrice du programme Justice climatique et énergie des Amis de la Terre International, citée dans *EnviroNews*, Nigeria.

Conférence de presse des Amis de la Terre International avec un panel constitué uniquement de femmes, pendant la CdP25.



LA LUTTE CONTRE L'ÉNERGIE POLLUANTE ET LES FAUSSES SOLUTIONS

En plus des actions concertées sur la scène internationale, les organisations membres se sont opposées aux projets de combustibles fossiles, à l'échelon national et régional. En 2019,

- nous avons célébré le fait que le parti travailliste norvégien ait rejeté le forage pétrolier dans la péninsule de Lofoten, un site fragile du point de vue écologique. Ce résultat a été obtenu après des années de mobilisation de *Norges Naturvernforbund* – Amis de la Terre Norvège ;
- nous nous sommes réjouis que le *fracking* ait été déclaré illégal en Écosse et en Angleterre ;
- nous avons coordonné des activités internationales destinées à bloquer le financement de l'exploitation du gaz au Mozambique ; parmi ces activités figurait un court-métrage en portugais, anglais, espagnol et français ;
- nous nous sommes opposés au financement japonais de l'extraction de charbon en Indonésie et au Vietnam ;
- nous avons travaillé avec la *Bangladesh Environmental Lawyers' Association* – Amis de la Terre Bangladesh à accroître leurs ressources pour lutter contre le charbon et l'énergie nucléaire ;
- nous avons organisé la campagne *Fossil Free Politics* pour éviter que les principales sociétés pétrolières, charbonnières et gazières influent sur les politiques européennes ;
- nous avons soutenu le travail des Amis de la Terre Togo avec les communautés locales touchées par la recherche de pétrole offshore ;
- nous avons soutenu le travail de *Movimiento Madre Tierra* – Amis de la Terre Honduras avec les habitants de Reitoca pour éviter que des barrages hydroélectriques détruisent leur fleuve et leur mode de vie ;
- un événement marquant a été l'installation des premiers panneaux solaires du pays en Bosnie-Herzégovine, dans le Centre des visiteurs de Pecka. Notre organisation membre y est parvenue grâce au financement participatif.

LES ÉCOLES DE DURABILITÉ EN AFRIQUE

La région a organisé deux écoles de durabilité, l'une d'elles au Nigeria, dirigée par les Jeunes Amis de la Terre Nigeria et *Environmental Rights Action* – Amis de la Terre Nigeria. Des experts, des organisations militantes et plus de 100 jeunes y ont étudié l'action environnementale, l'importance de l'énergie renouvelable, le besoin de surveiller l'environnement et la transition vers une énergie moins polluante.

L'INFRASTRUCTURE PÉTROLIÈRE EN EUROPE

Notre travail en faveur de l'interdiction de nouveaux projets pétroliers à cause de leurs effets sur le climat a remporté une victoire significative lorsque les responsables français ont rejeté l'oléoduc dénommé MidCat et que, pour des raisons relatives au climat, le gouvernement suédois a refusé le permis demandé pour installer un terminal gazier à Gothenburg. Ces décisions ont été prises après que Les Amis de la Terre Europe a présenté des plaintes formelles et fait pression sur les MPE au sujet du soutien de la Commission européenne à l'infrastructure pétrolière.

LA LUTTE CONTRE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE EN ASIE-PACIFIQUE

La campagne des Amis de la Terre Japon pour bloquer le financement des centrales nucléaires a fait une avancée capitale en 2019 : la société japonaise Hitachi, par l'intermédiaire de sa filiale Horizon, a annoncé qu'elle allait suspendre la construction d'un réacteur nucléaire à Anglesey, au pays de Galles. La nouvelle a été célébrée par les Amis de la Terre Japon et par leurs partenaires gallois, *People Against Wylfa B*.

Au Japon, huit années après la catastrophe nucléaire de Fukushima et à l'approche des Jeux olympiques, des fonctionnaires minimisaient l'importance du danger pourtant toujours présent. Les Amis de la Terre Japon a publié en 2019 le rapport 'Fukushima aujourd'hui et l'avenir énergétique du Japon', sur la situation des personnes touchées par la catastrophe, sur les politiques énergétiques japonaises et sur la lutte des citoyens pour un avenir durable en matière d'énergie.

LA LUTTE AUX TRIBUNAUX CONTRE LE CHAOS CLIMATIQUE ET L'ÉNERGIE POLLUANTE

En 2019 il y a eu des développements significatifs dans deux cas très en vue où nous nous servons de la loi pour lutter contre le changement climatique et les projets énergétiques polluants.

Milieudefensie – Amis de la Terre Pays-Bas, avec six autres organisations et plus de 17 000 co-plaignants, a présenté une assignation en justice historique contre Shell. Plus de 60 organes de presse étrangers ont repris l'affaire, dont Reuters, Associated Press, BBC, El País et Washington Post. La publicité et le caractère international de cette affaire peuvent contribuer à empêcher Shell de s'en tirer par des déclarations 'écologistes' tout en continuant d'aggraver la crise climatique. L'objectif est d'obliger Shell à réduire ses émissions de CO₂ le plus rapidement possible.

En un procès qui a été le premier de ce genre, nos organisations membres de France et de l'Ouganda, accompagnées d'autres ONG ougandaises, ont poursuivi en justice le géant pétrolier Total, accusé de ne pas respecter son devoir de vigilance selon la législation française. Total est le principal opérateur d'un grand projet pétrolier en Ouganda, dans le parc naturel protégé des Murchison Falls. Bien que le tribunal français ait conclu que l'affaire n'était pas de sa compétence, nous considérons la possibilité de faire appel. Un fait inquiétant est qu'en rentrant de France en Ouganda un témoin a été arrêté et interrogé. Nous avons exigé de mettre fin sans délai aux manœuvres d'intimidation des communautés concernées par le projet pétrolier.

Du fait que les actions en justice ont un énorme potentiel pour nos campagnes, nous avons commencé à inventorier les activités de nos organisations membres en matière de litiges. Cette information nous sert à façonner nos stratégies et à coordonner l'action pour le prochain plan quinquennal.



Les Amis de la Terre Togo ont organisé un match de football avec des enfants du coin.

Les faits marquants des programmes en 2019

FAIRE PENCHER LA BALANCE DE LA JUSTICE ÉCONOMIQUE

Programme Justice économique et résistance au néolibéralisme

Nos alliés et nous sommes au cœur du travail pour mettre fin à l'impunité des multinationales et à l'exploitation, et pour garantir les droits des peuples et la justice. La Campagne globale pour démanteler le pouvoir des sociétés transnationales, le dernier jour de la 5^e réunion de négociations du Groupe de travail intergouvernemental de l'ONU, à Genève.

© Amelia Collins / Amis de la Terre International



**Notre programme
Justice économique
et résistance au
néolibéralisme
vise à :**

- réduire l'impunité des multinationales au moyen d'un traité de l'ONU juridiquement contraignant et à des réglementations nationales,
- remporter des victoires significatives contre l'actuel régime de commerce et d'investissement, pour contribuer à l'affaiblir, et
- aider davantage d'organisations à promouvoir notre programme de transformation économique.

Cette année nous avons continué de renforcer des alliances autour des moyens de mettre fin à l'impunité des sociétés transnationales, tout en encourageant les luttes populaires pour les droits collectifs. Nous le faisons dans un contexte où se multiplient les violations des droits des peuples.

L'IMPUNITÉ DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES ET LE TRAITÉ JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANT DE L'ONU

La négociation d'un traité de l'ONU sur « un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales par rapport aux droits de l'homme » se poursuit depuis 2015. Avec nos alliés, nous avons été aux premiers rangs de la lutte pour que ce traité soit ambitieux et efficace. La 'version zéro' a été publiée en 2018, et l'amélioration radicale d'une 'version révisée' décevante est un objectif clé de notre travail sur la justice économique.

En 2019, pendant la période préparatoire de la session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, nous avons travaillé sur la stratégie à appliquer avec des partenaires de la société civile : la Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des sociétés transnationales, l'Alliance pour le traité et la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme. Le voyage de cinq partenaires du Sud en Europe pour rencontrer des politiciens, des décideurs, des journalistes et des membres d'autres organisations d'Amis de la Terre a été particulièrement efficace. Les révélations et la couverture médiatique que cette tournée a suscitées ont aidé les organisations nationales à faire monter le traité contraignant dans la liste des priorités politiques.

Un séminaire clé a eu lieu en Uruguay, centré sur l'instrument juridiquement contraignant de l'ONU et sur l'urgence de s'attaquer à la structure d'impunité dans les accords de commerce et d'investissement. Le séminaire 'Les sociétés transnationales, les cas soumis à l'ISDS et le détournement de la démocratie' a été organisé par nos membres et alliés d'Amérique latine et des Caraïbes, avec l'aide du Transnational Institute (TNI). L'ISDS – mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États – permet à une société transnationale de poursuivre un gouvernement qui prend des mesures pour protéger la vie des citoyens. Le séminaire nous a permis de discuter avec des parlementaires au cours d'un débat en profondeur sur le besoin d'un instrument juridiquement contraignant.

En octobre 2019, pour la 5e session du Groupe intergouvernemental de travail sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme (IGWG en anglais), nous avons coordonné une délégation qui comportait des représentants de 14 pays. Cette délégation a participé aux négociations, elle s'est adressée verbalement à la plénière et elle a fait du lobbying en ligne et hors ligne. Les arguments de quatre États membres ont repris les propositions et les demandes de notre mouvement concernant la révision du brouillon de traité contraignant et ont bénéficié d'une bonne couverture médiatique. Cependant, il reste beaucoup à faire. Nous allons redoubler d'efforts pour faire en sorte que la version finale du traité garantisse le respect des droits des personnes, la justice pour les victimes, et la fin de l'impunité des multinationales.

Un rapport sur Berta Cáceres et sur le rôle des multinationales dans le meurtre de défenseurs des territoires, publié en mars 2019, a fait partie de notre travail pour exiger un instrument de l'ONU qui mette fin à l'impunité des multinationales.



RESSERRER LES MAILLES DU FILET AUTOUR DES DÉCHETS PLASTIQUES



© Victor Barro / Amis de la Terre Europe

Dans le cadre d'un mouvement mondial croissant pour mettre fin à la pollution par le plastique nous avons remporté une grande victoire en 2019. En mai, plus de 180 gouvernements ont décidé de modifier la Convention de Bâle sur les déchets dangereux. Les amendements rendront plus transparent le commerce des matières plastiques et donnera aux pays le droit de refuser l'importation de déchets plastiques. Il en serait grand temps car, depuis que la Chine a pris en 2018 la décision louable d'interdire l'importation de matières plastiques, le déversement de déchets plastiques dans les pays du Sud a augmenté. Le succès de Bâle faisait suite à un lobbying intense, à de l'activisme créatif et à de fortes communications de la coalition de mouvements *Break Free From Plastic* et d'organisations d'Amis de la Terre de la Malaisie, du Sri Lanka, d'Angleterre, Galles et Irlande du Nord, d'Australie et d'Europe. Sahabat Alam Malaysia – Amis de la Terre Malaisie avait exhorté son gouvernement à appuyer les amendements de Bâle ; ainsi, il a été encourageant de voir que le pays rendait plus stricte sa réglementation sur l'importation de déchets plastiques et retournait ces déchets à leurs pays d'origine. Les pressions des Amis de la Terre Australie et de leurs alliés ont contribué à pousser le gouvernement australien à interdire l'exportation de déchets plastiques non triés qui, jusqu'à présent, avaient été déversés en Indonésie, en Malaisie et dans d'autres pays du Sud.



© Amelie Colmeur / Amis de la Terre International



© Nicolas Medina - Radio Monde Réel



© Mageswari Yoganalingam, Sahabat Alam Malaysia / Amis de la Terre Malaisie

En haut : Nous rejoignons nos alliés dans les rues de Genève pour dénoncer l'impunité des multinationales et exiger la justice climatique.

Au centre : Les Amis de la Terre International à Genève, à la fin de la 5e réunion de négociations du Groupe de travail intergouvernemental sur les sociétés transnationales et les droits de l'homme.

En bas, à gauche : Une image de la Journée mondiale #AntiChevron.

En bas, au centre : Un dépotoir illégal à Sungai Rambai, dans l'État de Selangor, en Malaisie.



© Break free from plastic

Présentation à la Convention de Bâle sur les déchets dangereux d'une pétition portant plus de 700 000 signatures en faveur de l'amendement de la Norvège pour éviter l'exportation de déchets plastiques.

UN PRIX INSPIRATEUR POUR LA TRANSFORMATION DES VILLES

Les Amis de la Terre International est devenue en 2019 un partenaire officiel du Prix des villes transformatrices. Ce projet unique a réuni 33 histoires d'initiatives communautaires prises dans 24 pays – dont quatre présentées par des organisations et des alliés des Amis de la Terre – concernant l'eau, l'énergie, l'alimentation et le logement. Il a attiré une large couverture médiatique, et 6 000 personnes ont voté pour leur initiative préférée. *Environmental Rights Action* – Amis de la Terre Nigeria a remporté un prix pour sa campagne sur le droit à l'eau en tant que bien public à Lagos et, de ce fait, l'organisation a pu rencontrer des promoteurs du changement social lors de la Conférence mondiale des villes transformatrices. Ce programme donne aux gouvernements locaux, aux coalitions municipales, aux mouvements sociaux et aux organisations de la société civile la possibilité de raconter leurs expériences en matière de solutions et, surtout, d'être une source d'inspiration pour d'autres.



Ci-dessus : Environmental Rights Action – Amis de la Terre Nigeria remportent le Prix des villes transformatrices dans la catégorie Eau.

Ci-contre : Les finalistes du Prix des villes transformatrices, dont Pengon – Amis de la Terre Palestine et Environmental Rights Action – Amis de la Terre Nigeria.



L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DE L'INITIATIVE ROUTE ET CEINTURE

En 2019, une intense coordination a eu lieu entre les organisations membres d'Asie et du Pacifique au sujet de l'initiative chinoise BRI (*Belt and Road Initiative*), dont les effets se font déjà sentir dans la région et au-delà. Les organisations ont produit un document d'information sur la BRI, sur la toile de fond régionale, sur les questions qu'elle soulève et sur les possibilités qu'elle offre pour notre travail.



Nous rejoignons nos alliés dans les rues de Genève pour dénoncer l'impunité des multinationales et exiger la justice climatique.

« Les défenseurs des droits humains et de l'environnement sont les plus exposés aux attaques et aux actions d'intimidation de la part des multinationales. Un traité de l'ONU juridiquement contraignant représenterait la fin de l'impunité et des violations des droits humains, et la justice pour les personnes concernées. »

Karin Nansen, présidente des Amis de la Terre International, lors des pourparlers sur le traité contraignant de l'ONU, citée dans *Nueva Tribuna*, le 16 octobre 2019.

Les faits marquants des programmes en 2019

FONDER LE CHANGEMENT SUR L'AGROÉCOLOGIE

Programme Souveraineté alimentaire

Nous réussissons de mieux en mieux à faire que les institutions mondiales adoptent une vision radicale de l'agroécologie en tant que solution crédible des problèmes écologiques et sociaux. Une femme travaille son champ à Namaacha, au Mozambique.

© Amelia Collins / Amis de la Terre International

LES AMIS DE LA
TERRE INTERNATIONAL

31,5+ MRD
EN 2019

IMPRESSIIONS
SUR TWITTER

- Notre programme Souveraineté alimentaire vise à :**
- renforcer le mouvement pour la souveraineté alimentaire et contribuer à ses positions politiques et à ses actions,
 - renforcer la souveraineté alimentaire au moyen de politiques et d'initiatives populaires, et
 - freiner l'expansion de l'agro-industrie.

Beaucoup d'efforts ont été faits ces cinq dernières années pour faire figurer l'agroécologie dans le programme des institutions multilatérales. Or, le secteur privé n'a pas tardé à appliquer des stratégies destinées à récupérer ces processus. Nous avons donc intensifié notre travail pour renforcer le mouvement pour la souveraineté alimentaire, des champs et des fermes aux salles de réunion des comités et à celles où sont décidées les politiques internationales.

Notre défense de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire s'est centrée en 2019 sur deux espaces internationaux : l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Comité de l'ONU sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

Grâce à notre travail avec des alliés des organisations et mouvements sociaux nous avons pu remporter une grande victoire. Avec le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire – une plateforme de plus de 6 000 organisations et de 300 millions de producteurs agricoles familiaux – nous avons réussi à pousser la FAO à adopter une vision radicale de l'agroécologie : les dix principes de l'agroécologie. En plus, nous avons aidé la FAO à adopter des moyens d'évaluer les performances d'une série de mesures environnementales, sociales et économiques. La FAO reconnaît maintenant que l'agroécologie est un système important pour la sécurité alimentaire et la nutrition, et dans sa recommandation d'inclure la biodiversité agricole dans le Cadre mondial de la biodiversité elle mentionne l'agroécologie comme le principal système transformateur.

« À moins d'éradiquer la faim, la situation ne fera que s'aggraver. Pendant ce temps, les crises du climat et de la biodiversité et le problème des limites écologiques de la planète s'intensifient, tandis que les institutions et les gouvernements continuent de promouvoir les mêmes solutions fausses. »

Martín Drago, coordinateur du programme international Souveraineté alimentaire, dans *Biodiversidad LA*, extrait d'une interview sur Radio Monde Réel pendant la session d'octobre 2019 du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale.

L'AGROÉCOLOGIE ACCEPTÉE

L'année 2019 a été décisive pour notre travail dans le Comité de l'ONU pour la sécurité alimentaire mondiale. À sa réunion annuelle tenue à Rome en octobre, le Comité a accepté le rapport de son Groupe d'experts de haut niveau, où l'agroécologie est considérée comme la solution transformatrice d'un système alimentaire en crise, et les gouvernements ont décidé de consacrer une année de pourparlers à l'établissement de recommandations politiques à ce sujet.

Pendant la même période, les grandes agro-industries ont intensifié leurs tentatives de 'peindre en vert' leurs méthodes et d'accroître leurs profits et leur contrôle du système agroalimentaire. Notre analyse de ces stratégies, préparée avec le *Transnational Institute* et *Crocevia*, sera prête en 2020. Nos alliés et nous-mêmes restons profondément décidés à faire en sorte que les décideurs se concentrent sur les vraies solutions.



Un membre de La Via Campesina prend la parole à la réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, à Rome.

© Maaelaine Race, Amis de la terre international

LA JUSTICE DE GENRE ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Nous continuons d'intégrer les analyses et les pratiques féministes à tous les niveaux de notre travail sur la souveraineté alimentaire.

Au plan international, en octobre nous avons collaboré à la réalisation d'un atelier basé sur le document 'Sans le féminisme il n'y a pas d'agroécologie', préparé par le Groupe de travail des femmes du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC). Le MSC, qui facilite la participation de la société civile au Comité pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA), est le plus large groupement d'organisations de la société civile qui visent à éradiquer l'insécurité alimentaire et la malnutrition. L'analyse a favorisé les interventions pendant la plénière du CSA et contribué à renforcer la position du Groupe de travail des femmes au sein du MSC.

Au plan régional, en Amérique latine et Caraïbes et en Afrique nous avons enregistré des interviews de femmes leaders à propos de leurs combats contre les agro-industries et de leur analyse féministe de la souveraineté alimentaire en tant que solution. Des matériels basés sur ces interviews seront divulgués en 2020. Radio Monde Réel a commencé à faire des podcasts à ce sujet en 2019, dont le premier, sur les femmes et l'agroécologie, est une coproduction avec la Marche mondiale des femmes au Brésil. Un atelier régional organisé au Togo en décembre a réuni 26 organisations de la société civile qui ont examiné le mouvement sur le genre et la souveraineté alimentaire en Afrique. Les données sur la participation des femmes à l'agroécologie et à la gestion communautaire des forêts seront mises à profit dans l'organisation d'une campagne régionale pour l'intégration de l'agroécologie dans les politiques de l'Union africaine.

Au niveau national, l'analyse des questions de genre figure dans le travail sur l'agroécologie et la souveraineté alimentaire du *Centro Salvadoreño de Tecnología Apropriada* – Amis de la Terre El Salvador. En octobre, lors de la Journée mondiale des femmes rurales, 60 femmes ont participé à une activité sur le savoir agroécologique et les semences indigènes, qui a attiré 150 participants, dont des agriculteurs, des organisations populaires et des organisations féministes.



Les Amis de la Terre Afrique participent à un atelier régional au Togo, où les organisations de la société civile examinent le mouvement sur le genre et la souveraineté alimentaire en Afrique.

LES AMIS DE LA
TERRE INTERNATIONAL
DES VISITEURS DE
142 EN 2019
PAYS ONT
CONSULTÉ
FOEI.ORG



FAITS MARQUANTS AU PLAN NATIONAL

Le plaidoyer et l'action en matière de souveraineté alimentaire en 2019 ont abouti à :

- une grande victoire des Amis de la Terre Togo, lorsque le gouvernement a annoncé l'interdiction définitive de l'herbicide chimique glyphosate ;
- la publication de la part d'organisations membres de la région de *'The Laws of Landgrabs in Asia Pacific'*, où sont présentées des études de cas sur les droits fonciers dans six pays ;
- la proposition d'une loi sur l'agroécologie à El Salvador, rédigée par notre organisation membre et des communautés, des producteurs agricoles artisanaux et des organisations de la société civile. Le *Centro Salvadoreño de Tecnología Apropiada* – Les Amis de la Terre El Salvador soutient ses partenaires dans leurs pressions pour que la proposition devienne une loi.



Ci-dessus : Programme de sensibilisation et de formation à l'agroécologie, au Centre pour l'agroécologie et l'agrosylviculture de Sahabat Alam Malaysia – Amis de la Terre Malaisie, à Marudi, au Sarawak.

Ci-contre : 7e Rencontre de La Via Campesina sur l'agroécologie, à Cuba.



FORMATION, RECHERCHE ET ANALYSE

Le renforcement des capacités à partir des connaissances déjà présentes dans nos réseaux est indispensable au succès du mouvement pour la souveraineté alimentaire. En 2019,

- nous avons trouvé de l'inspiration à Cuba lorsque nous avons emmené des membres des Amis de la Terre à la 7^e rencontre internationale sur l'agroécologie, de *La Via Campesina*, 'Agriculture durable et coopérativisme', un projet fondé sur la coopération et sur le respect de la nature. Les participants ont visité 37 exploitations agricoles de 17 municipalités et rencontré 200 délégués de 31 pays, pour se renseigner sur l'agroécologie dans le monde et apprendre ce que le gouvernement cubain est en train de faire pour se conformer aux objectifs 2030 du programme de développement durable ;
- nous avons financé trois projets dans des pays du Sud, centrés sur la formation en agroécologie et sur le lobbying en matière de politiques ;
- critiqué plusieurs analyses scientifiques très en vue sur les causes des crises environnementales, et une nouvelle poussée pour le piégeage de carbone et les techniques d'adaptation : nous avons fourni à nos réseaux et aux comités de l'ONU des analyses sur les dangers que quelques-unes de ces propositions comportent pour la souveraineté alimentaire et les droits humains ;
- travaillé sur le rôle de la femme et de la jeunesse dans la souveraineté alimentaire ; en 2020 nous publierons notre position sur les liens entre la justice de genre et la souveraineté alimentaire ;
- fourni aux médias de l'information sur les questions de souveraineté alimentaire et les activités à ce sujet, dont 16 articles en espagnol et six en anglais, un film sur la lutte des communautés contre le pouvoir de l'agro-industrie à El Salvador, et une nouvelle série de podcasts de Radio Monde Réel présentant leurs programmes *Mil Voces*, *Voz Campesina* et *Furia Feminista* ;
- produit, avec le Transnational Institute et Crocevia, un rapport sur la mainmise des multinationales sur l'agroécologie dans le cadre du CSA, et nous avons constaté que la demande restait forte pour notre série de rapports 'Qui tire profit'.



Les faits marquants des programmes en 2019

DÉFENDRE LA VALEUR VÉRITABLE DE LA NATURE

Programme Forêts & biodiversité

Nous poussons les institutions mondiales à traiter la crise planétaire de la biodiversité avec la célérité et l'urgence qu'elle exige. Présentation des demandes des Amis de la Terre International et de leurs alliés à la Convention sur la diversité biologique, au Kenya.

© Amis de la Terre International

**Notre programme
Forêts et
biodiversité a
pour but de :**

- freiner ou arrêter la financiarisation de la nature,
- faire progresser un cadre politique favorable à la gestion communautaire des forêts, et
- ralentir l'expansion des plantations de matières premières agricoles dans les zones boisées.

Du fait que les preuves d'un effondrement écologique s'accumulent, afin de protéger la biodiversité, les forêts et les communautés forestières, en 2019 nous avons donné la priorité à deux domaines de travail fondamentaux : éviter que les forums internationaux adoptent la financiarisation de la nature, et plaider en faveur de la gestion communautaire des forêts (GCF).

Les preuves qu'il est absolument nécessaire d'agir dans ce domaine ne cessent de s'accumuler. En mai 2019, l'évaluation la plus complète à ce jour de la biodiversité et des services des écosystèmes proposée aux gouvernements pour son adoption a révélé quels sont les facteurs déterminants de l'effondrement de la biodiversité mondiale et appelé à effectuer d'urgence un changement des réglementations. La Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services des écosystèmes (IPBES) a signalé que, à moins de prendre des mesures radicales pour changer les systèmes économique et social, le monde sera confronté à l'effondrement écologique et à des extinctions massives.

Dans ces circonstances, notre défense de la nature à l'échelon international s'est centrée sur la Convention sur la diversité biologique (CDB), où les pourparlers sur le Cadre mondial de la biodiversité devraient aboutir en 2020. L'avant-projet est faible notre travail dans les consultations régionales et pour la formation d'alliances entre des organisations progressistes de la société civile a cherché à le renforcer dans plusieurs domaines : la reconnaissance des limites planétaires et la centralité de la GCF et des droits humains ; des sauvegardes contre les solutions fausses telles que la compensation et la certification volontaire ; le besoin de réglementations environnementales contraignantes pour le secteur privé, et l'importance de la conformité et de la mise en œuvre.

Nous avons fait de bons progrès lors de la consultation d'experts de la CDB sur la réhabilitation des forêts, en obtenant que soient prises en compte plusieurs propositions importantes de la société civile. Si elles étaient adoptées, elles amélioreraient la

situation des peuples autochtones, des communautés locales et des écosystèmes. De nombreux échanges avec les organisations membres ont abouti au rapport 'Les droits essentiels et la gestion communautaire des forêts', qui constitue la base d'une étude en cours sur l'importance accordée à ces droits dans les forums internationaux. Ces deux outils soutiendront notre lobbying en faveur du respect de ces droits.

À propos de la financiarisation de la nature, notre rapport 'La destruction réglementée' analyse comment la compensation de biodiversité conspire contre la protection de l'environnement. Nous avons attiré l'attention de la presse et contribué à organiser une activité parallèle lors de la 23^e réunion de l'Organe subsidiaire chargé de donner des avis scientifiques, techniques et technologiques à la CDB. Nous y avons présenté le document d'information 'Les approches fondées sur le marché peuvent-elles résoudre la perte critique de la biodiversité ?' conçu pour aider les négociateurs et les organisations présentes à la CDB à comprendre pourquoi les mécanismes basés sur le marché ne sont pas la solution pour éviter la destruction de la nature.

Nous avons continué à élaborer une analyse de nos activités à la Convention dans une perspective de genre, grâce à notre rapprochement de la Marche mondiale des femmes et à notre participation au Caucus des femmes.



Le Centre pour l'agroécologie et l'agrosylviculture de Sahabat Alam Malaysia – Amis de la Terre Malaisie, à Marudi, au Sarawak (site de la pépinière de Lobang Kompeni).

LA RÉCOLTE DE DONNÉES SUR LES PLANTATIONS

Les effets sur l'environnement et sur la santé des incendies de forêt sont devenus évidents en 2019 dans la région Asie-Pacifique. Les Amis de la Terre Australie a montré les liens du changement climatique et des incendies dévastateurs qui ont ravagé le continent, tandis que nos organisations d'Indonésie et de Malaisie ont mis en route un projet de récolte de données sur les incendies de forêt et de plantations et sur les nuages de fumée transfrontaliers. Cette recherche contribue aux efforts pour que les organisations de la société civile et les leaders nationaux et régionaux définissent un cadre commun destiné à éviter des situations aussi critiques à l'avenir.

En rassemblant les informations fournies par les organisations membres du Honduras, de Malaisie et d'Afrique, nous avons décidé en 2019 de mettre en œuvre un projet de recherche d'une durée de trois ans visant à démontrer que la certification ne résout pas le problème des dégâts que provoquent les plantations de palmiers à huile. Nous prévoyons d'étendre la période de collaboration à 4 ans, afin de traiter aussi du danger que comporte l'agro-industrie pour les droits fonciers et pour les petits producteurs locaux.

En Malaisie, où l'huile de palme est fondamentale pour l'économie, un rapport de notre organisation membre intitulé *'The Land We Lost'*, analyse les effets négatifs des grandes plantations destinées à la production de pâte et de papier, de bois et de palmiers à huile au Sarawak. *Sahbat Alam Malaysia* – Les Amis de la Terre Malaisie a attiré l'attention sur les répercussions de la certification, mobilisé des communautés contre l'accaparement de terres pour des plantations, et plaidé pour une réforme du cadre juridique. *Madre Tierra* – Les Amis de la Terre Honduras a travaillé, avec des alliés locaux pour analyser la réglementation qui favorise la monoculture, connaître les effets de l'expansion des plantations de palmier à huile et d'autres plantations industrielles, et élaborer des stratégies pour dénoncer ces effets dans les médias. L'organisation continue à lutter contre l'agro-industrie, tandis que s'aggravent les violations des droits humains, la répression et la militarisation.

« Nous pouvons construire un monde meilleur et éviter l'effondrement de la biodiversité mais, pour ce faire, il faut rien moins qu'un changement radical de système [...]. Nous devons démolir tous les systèmes d'exploitation : le colonialisme et le néocolonialisme, le patriarcat et le racisme. »

Nele Marien, coordinatrice du programme international Forêts et biodiversité, citée dans *Ekklesia*, le 4 mai 2019.



En haut : Des incendies de forêt sans précédent ravagent l'Australie.

Au centre : Un Iban de Sungai Buri, Bakong, Miri, Sarawak regarde la plantation de palmiers à huile qui a empiété sur le territoire coutumier de son peuple.



Ci-dessus : Rencontre de femmes des Amis de la Terre Afrique à Maputo, menant des activités destinées à promouvoir la justice de genre pour renforcer le mouvement agroécologiste, la gestion communautaire des forêts et la justice climatique.

Ci-dessus à gauche : Couverture de notre rapport 'La destruction réglementée. Comment la compensation de la biodiversité permet de détruire l'environnement.'

GOLFRID SIREGAR

Golfrid Siregar a été trouvé dans un état critique au bord d'une route le 3 octobre 2019, et il est mort trois jours plus tard. Membre de *Wahana Lingkungan Hidup Indonesia* (WALHI) – Les Amis de la Terre Indonésie, il s'était profondément impliqué dans la lutte pour la protection des forêts tropicales et des communautés de Sumatra contre les plantations de palmiers à huile et l'hydro-électricité. La police a d'abord affirmé que Golfrid avait été victime d'un accident de la circulation, mais certaines irrégularités et circonstances suspectes portent à croire qu'il a été tué pour se venger de son travail. Les Amis de la Terre et plus de 240 organisations du monde entier ont remis des lettres aux

ambassades d'Indonésie, et des manifestations ont eu lieu dans 17 pays. Les activistes ont réclamé une enquête policière selon les normes internationales et une investigation indépendante de la Commission nationale des droits de l'homme. Cette affaire met en vue, une fois de plus, les dangers auxquels s'exposent les défenseurs de l'environnement. Plus de 2 500 conflits concernant les combustibles, l'eau, l'alimentation et la terre ont lieu dans le monde, et au moins un millier d'activistes de l'environnement et de journalistes ont été tués entre 2002 et 2013, d'après la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services des écosystèmes (IPBES).



Ci-dessus : Golfrid Siregar; Remise de lettres de protestation contre la mort de Golfrid Siregar (dans le sens des aiguilles de la montre) : à l'ambassade d'Indonésie à La Haye ; à l'ambassade d'Indonésie à Washington DC ; à l'ambassade d'Indonésie à Bogota, Colombie.



© Censat / Amis de la Terre Colombie



© Amelia Collins / Amis de la Terre International



© Amis de la Terre États-Unis

Les faits marquants de la fédération en 2019

LA MOBILISATION ET LE RENFORCEMENT DU RÉSEAU

l'ensemble de notre fédération

La justice de genre et les droits des défenseurs de l'environnement ne sont pas que des thèmes communs à toute la fédération des Amis de la Terre International : ils constituent l'essentiel de notre travail. Manifestation de solidarité avec les peuples de Porto Alegre menacés d'expulsion par la société allemande Fraport et par le gouvernement de Porto Alegre à cause de l'élargissement de l'aéroport de la ville.

© Amelia Collins / Amis de la Terre International



L'INTÉGRATION DE LA JUSTICE DE GENRE DANS NOTRE RÉSEAU

En 2019 nous avons redoublé d'efforts pour bâtir une culture féministe au sein de la fédération. Nous avons développé la connaissance de la question dans tout le réseau et aidé les organisations membres à se mobiliser lors d'activités féministes importantes. D'autre part, nous avons pris des mesures pour veiller à ce qu'une perspective féministe façonne ce que nous faisons à des endroits tels que la CdP sur le climat et le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale. Nos programmes internationaux ont travaillé en tandem avec le groupe de travail sur la justice de genre et le démantèlement du patriarcat (JGDP) et, ensemble, ils dirigeront l'intégration de la justice de genre et l'analyse féministe dans nos programmes internationaux.

Notre fédération continue de travailler avec des alliés féministes qui ont montré le chemin en matière de justice de genre, comme la Marche mondiale des femmes (WMW), le Forum Asie Pacifique sur les femmes, et *Law and Development* (membre de *#Feminists4Treaty*). En 2019 nous avons participé à la conférence européenne de la WMW et à l'école féministe de la WMW pour les Amériques, et des représentantes de la WMW ont participé à plusieurs activités des Amis de la Terre.

Rencontre à Maputo des femmes des Amis de la Terre Afrique.



La justice de genre et les relations de pouvoir ont été en vedette aux assemblées générales annuelles de toutes nos régions. Avant l'AGA de la région Afrique à Maputo, une rencontre de femmes de deux jours qui a rassemblé des organisations féministes alliées a montré le degré d'engagement de nos organes régionaux, de nos organisations membres et des représentants des programmes. Des organisations membres africaines ont organisé des activités pour promouvoir la justice de genre en tant que stratégie clé pour la construction d'un mouvement, surtout dans les domaines de l'agroécologie, de la gestion communautaire des forêts et de la justice climatique.

Pendant la réunion régionale latino-américaine sur la stratégie, les participants ont traité de la violence à l'égard des femmes en tant que moyen de contrôle et des raisons pour lesquelles cette violence s'aggrave sous les gouvernements autoritaires, dans les territoires sous le contrôle des multinationales, et contre les femmes qui défendent les droits humains et l'environnement, et ils ont discuté des moyens d'éviter la violence à l'égard des femmes au sein des organisations membres et dans la société.

Un cours de formation à ce sujet a été organisé en 2019 pour le personnel du secrétariat international, et le groupe de travail a publié 'Pourquoi la justice de genre et le démantèlement du patriarcat ? Réflexions et témoignages de la fédération des Amis de la Terre International', où sont expliquées les notions indispensables pour pouvoir parler et définir des stratégies à ce sujet.



LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE VIOLENCE ET DE HARCÈLEMENT SEXUEL



Pendant toute l'année 2019 le groupe de travail (GT) sur la justice de genre et le démantèlement du patriarcat a fait des consultations sur ce que devait être une politique sur la violence et le harcèlement sexuel pour toute la fédération. Radio Monde Réel a diffusé au-delà de la fédération les enseignements tirés et, dans une vidéo, les membres du GT ont montré comment la justice de genre et la justice environnementale sont liées. La nouvelle politique a été approuvée par le Comité exécutif, puis communiquée aux organisations membres début 2020. Elle se centre sur les moyens de prévenir et de répondre à la violence et au harcèlement sexuel à l'égard des femmes, de tout le personnel et de toutes les personnes dont les Amis de la Terre sont responsables.



© Hussein Zaher / FENCON.

La justice de genre est au cœur du travail sur l'énergie solaire de l'ONG *Palestinian Environmental NGOs Network* – Amis de la Terre Palestine. En 2019, le projet a été nommé pour le Prix des Villes transformatrices, et les Amis de la Terre International a produit et diffusé un film à ce sujet.

Basma Giacaman, directrice du centre Al Basma de l'Union de femmes arabes de Palestine, et directrice du système d'énergie solaire du centre.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE DES FEMMES

Le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, est une date clé pour faire prendre conscience au public des revendications politiques des femmes et des options pour la transformation sociale. En 2019 nous avons produit une [page de renvoi sur la justice de genre et le démantèlement du patriarcat](#), nous avons lancé [une vidéo d'appel à l'action de notre présidente Karin Nansen](#) et nous nous sommes servis des réseaux sociaux pour encourager les organisations

membres à soutenir le mouvement féministe dans les mobilisations dans les rues et les posts en ligne. Nous avons relié des dizaines d'actions d'un bout à l'autre de la fédération au moyen de mêmes, de hashtags et de messages tels que « Point de #SystemChange sans démanteler le #Patriarcat », '#DémantelerLePatriarcat et non la planète', et 'Point de #JusticeEnvironnementale sans #GenderJustice'.



© Amis de la Terre Espagne



© Amis de la Terre Australie



© COFOCEBBA / Amis de la Terre Costa Rica



© Environmental Rights Action / Amis de la Terre Nigeria

Sensibilisation aux demandes politiques des femmes et aux alternatives pour une transformation sociale, le Jour international de la femme, dans le monde entier.

PROTÉGER LES DÉFENSEURS DES TERRITOIRES ET LES DROITS DES PEUPLES

Ibu Rumsiah, du Kalimantan, Indonésie, résiste à la centrale électrique au charbon d'Indrumayu.



© Luka Tomac / Amis de la terre International

L'escalade rapide des attaques contre les défenseurs des droits humains et de l'environnement risque de faire avorter les réponses de notre mouvement aux crises mondiales de plus en plus graves. Le besoin de défendre les territoires et les droits collectifs des gens n'a jamais été aussi pressant.

Notre défense de la souveraineté des peuples et notre réponse aux menaces, aux attaques et aux meurtres ont adopté une approche plus systématique et holistique en 2019. En mai, des représentants de toute la fédération et d'alliés tels que *La Vía Campesina* et la Marche mondiale des femmes se sont réunis à Porto Alegre, au Brésil. Ils y sont convenus de la vision pour le système de solidarité internationale qui régira l'action des Amis de la Terre International et de ses alliés pour protéger des attaques systématiques les défenseurs des droits collectifs des peuples et de l'environnement. Le système est élaboré et mis en œuvre rapidement dans ses quatre domaines de travail : la

formation politique, l'analyse et la documentation, la réponse rapide, et la mobilisation pour l'action politique. En travaillant avec les représentants régionaux de la Colombie, du Togo et des Philippines nous avons rapporté 14 cas de violation des droits humains et répondu à des situations d'urgence en Bolivie, au Brésil, au Cameroun, en Colombie, au Costa Rica, au Honduras, en Indonésie, au Togo et en Ouganda.

Au niveau régional, les Amis de la Terre Asie-Pacifique a présenté le rapport *Défendre les territoires, défendre nos vies : Protéger les droits humains et l'environnement dans la région Asie-pacifique par le changement du système*. Sept cas y sont signalés par des organisations membres de la région ; ils illustrent les risques extrêmes que courent les défenseurs de l'environnement et des droits humains. L'étude de cas a été utilisée par les organisations membres dans leurs activités de lobbying, à Genève et dans toute l'Europe, pour un traité contraignant de l'ONU sur les sociétés transnationales et les droits humains.

DES MESURES DE PROTECTION AU BRÉSIL

Pour répondre aux dangers auxquels sont exposés les défenseurs des droits au Brésil, nous avons collaboré à la réalisation d'un séminaire de formation pour le personnel local et régional, les activistes et les alliés des mouvements ruraux, sociaux et féministes, les syndicats et les organisations autochtones. Les participants y ont reçu de l'information sur la sécurité numérique et les communications ; le séminaire a contribué aussi à l'élaboration d'un protocole d'action destiné à protéger les défenseurs exposés à des violences ou à des menaces.

Nous avons soutenu les Amis de la Terre Brésil lorsque des incendies ont ravagé la forêt amazonienne au mois d'août. Causés par des entreprises agro-industrielles, minières et de production de bois, et avec la complicité du président Jair Bolsonaro, les incendies ont fait rage pendant des mois, touchant des peuples autochtones et des communautés locales. Nous avons travaillé ensemble à partir de propositions présentées par les territoires pour défendre la forêt et rejeter les fausses solutions capitalistes. La solidarité internationale s'est

manifestée par des lettres, des mobilisations et des ressources financières pour les peuples amazoniens, ce qui a permis aux Amis de la Terre Brésil de travailler avec les communautés de base et les mouvements alliés dans les territoires de l'Acre et du Pará.

En confirmation du besoin urgent d'une telle action au Brésil, en novembre 2019 notre organisation membre a été menacée d'expulsion de son siège à Porto Alegre, une propriété qui héberge aussi le centre Magda Renner, une bibliothèque qui rappelle l'histoire des défenseurs de la nature brésiliens. La soudaineté de la mesure d'expulsion montre qu'il s'agit d'une attaque politique ; en effet, l'hostilité du régime Bolsonaro à l'égard des défenseurs de l'environnement et des droits humains n'est un secret pour personne.

Dercy Telles, ancienne présidente du Syndicat des travailleurs ruraux de Xapuri, dans l'État d'Acre, une région utilisée comme terrain d'essai du 'capitalisme vert' au Brésil.



© Douglas Freitas / Amis de la terre Brésil

LE PANORAMA RÉGIONAL

Les points forts de l'année dans toutes les régions de la fédération internationale : Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie-Pacifique et Europe.



AFRIQUE

Les Jeunes Amis de la Terre Nigeria a organisé sa première école de durabilité en mars 2019, à Port Harcourt. En offrant une plateforme pour le travail en réseau et l'autonomisation, l'objectif de l'école était de donner aux jeunes une formation sur des questions telles que la protection de l'environnement, l'extractivisme, la transition énergétique et le développement durable. En août, des représentants des organisations membres du Cameroun, du Ghana, du Liberia, du Mozambique, du Nigeria, de la Tanzanie, du Togo et de l'Ouganda se sont rendus à Monrovia pour assister à l'école de durabilité régionale, des Amis de la Terre Afrique. Cette fois, le thème a été 'Vers un changement de système. Associer les luttes et défendre les droits des peuples'. La formation s'est centrée sur la justice environnementale, les défenseurs des droits humains et les outils et processus de communication intégrés. La dernière journée de la rencontre a été consacrée à une visite de solidarité du clan Djogbahn, un peuple qui subit des pressions du gouvernement pour qu'il donne sa terre à la société *Equatorial Palm Oil* qui entend y faire des plantations.

La région est de plus en plus unie. Un exemple en est la déclaration conjointe des organisations membres publiée en septembre, où figuraient les réclamations des gouvernements africains et de l'Union africaine suite à une série d'attaques xénophobes en Afrique du Sud. Cette action coordonnée, à laquelle ont participé le Liberia, l'Ouganda, le Nigeria, le Cameroun et le Ghana, découlait directement de l'assemblée de la région Afrique qui avait eu lieu au Mozambique en juin 2019. La création du site web régional, qui publie des informations sur les activités de toute la région, et un bulletin trimestriel en ligne sur le travail des organisations membres, ont contribué à cette collaboration.



À gauche et en haut à droite : Première École de durabilité des Jeunes Amis de la Terre Nigeria.



Ci-contre : Assemblée générale annuelle des Amis de la Terre Afrique à Maputo.

ASIE-PACIFIQUE

L'assemblée générale annuelle de la région Asie-Pacifique, qui s'est tenue au Bangladesh en Juillet, a compris un atelier de formation où les participants ont pu approfondir leur compréhension du concept de souveraineté alimentaire des Amis de la Terre International. En outre, ils y ont décidé de donner la priorité à ce domaine de travail en organisant en 2020 une école de durabilité axée sur l'activisme en ligne et la souveraineté alimentaire.

La région Asie-Pacifique des Amis de la Terre devient de plus en plus forte. Cette année, elle a pu disposer de trois postes à temps partiel pour s'occuper des questions concernant les organisations membres, les projets et les communications. Le fait qu'une personne soit chargée des communications, qu'elle soit en contact avec les communicateurs de toutes les organisations membres et les pousse à divulguer des contenus sur les réseaux sociaux, a beaucoup changé la situation.



Assemblée générale annuelle des Amis de la Terre Asie – Pacifique au Bangladesh.

En haut à droite : Projet d'agroécologie communautaire et d'agrosylviculture à Sungai Buri, Sarawak, Indonésie.

Ci-contre : Tri de graines d'arbres de la forêt au Centre agro-écologique et agro-forestier de Sahabat Alam Malaysia, Marudi, Baram, Sarawak.



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Les 14 organisations membres d'Amérique latine et des Caraïbes (ATALC) se sont occupées ensemble en 2019 de toute une série de questions.

Une activité clé a été la collaboration avec les mouvements sociaux dans la *Jornada Continental por la Democracia y contra el Neoliberalismo* (Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme), un rassemblement considérable auquel ont participé la Marche mondiale des femmes, la Confédération syndicale des Amériques (CSA, ou TUCA d'après l'anglais), la Coordination latino-américaine des organisations de paysans, travailleurs ruraux et peuples autochtones (CLOC-LVC), le Chapitre cubain des mouvements sociaux, Jubilé sud - Amériques, les mouvements de l'ALBA, le Mouvement des personnes atteintes par les barrages (MAB), l'alliance *Grassroots Global Justice* et ATALC. Lors de la Rencontre anti-impérialiste pour la démocratie et contre le néolibéralisme organisée à La Havane en novembre, les organisations ont analysé le contexte régional et manifesté leurs positions sur la justice environnementale, le patriarcat et le genre, sur les droits des peuples et les défenseurs, et sur la solidarité. Tout cela fait partie de notre travail pour renforcer le mouvement et les alliances à l'échelon régional.

À Cuba également, en novembre, ATALC a organisé une école de durabilité avec les organisations cubaines *Centro Memorial Martin Luther King Jr* (CMMMLK) et le Centre pour la promotion de l'éducation et du développement durable (CEPRODESO). Des collègues d'Asie-Pacifique, d'Europe, d'Afrique et du Secrétariat international étaient présents également. L'école s'est centrée sur la construction de mouvements, sur les fausses solutions, sur la transition juste et sur le système de solidarité internationaliste.

ATALC a organisé au mois de mai à Montevideo, au parlement uruguayen, un séminaire régional sur 'Les sociétés transnationales, les dangers que comporte l'ISDS pour les États, et le détournement de la démocratie', dans le cadre du travail sur le traité juridiquement contraignant. Il s'agissait d'un processus de participation et de renforcement du mouvement régional, centré sur la mainmise des multinationales et sur le mécanisme pour le règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS), qui permet aux sociétés transnationales d'engager des poursuites contre les États (voir la section JERN, page 11).



Ci-dessus : Assemblée générale annuelle d'ATALC à Punta Gorda, Nueva Palmira, Uruguay.

À droite : La Rencontre anti-impérialiste de solidarité, pour la démocratie et contre le néolibéralisme, novembre 2019, La Havane, Cuba.

Ci-contre : L'École de durabilité 2019 des Amis de la Terre Amérique latine et Caraïbes, à La Havane, Cuba.



EUROPE

En se mobilisant autour d'un discours positif sur 'L'Europe que nous voulons', Les Amis de la Terre Europe a redoublé d'efforts en 2019 pour influer sur les priorités politiques de l'UE, dont les élections parlementaires et l'établissement d'une nouvelle Commission européenne. Bénéficiant d'un large soutien de la part des syndicats, des ONG écologistes, des organisations contre la pauvreté, des réseaux de femmes, des organisations pour les droits humains et d'autres encore, la région a mis en place une plateforme commune d'action sur douze points, le 'Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyens'. Les Amis de la Terre International et les organisations membres européennes s'en sont servis pour orienter le débat et apporter des idées aux programmes des groupes politiques avant les élections européennes. Tous les groupes politiques importants d'Europe ont été obligés de faire des promesses concernant le climat et la durabilité, et la nouvelle Commission a fait l'annonce d'un Pacte vert européen.



À droite : Les Amis de la Terre Europe se joignent aux Amis de la Terre Belgique lors des grèves pour le climat à Bruxelles.

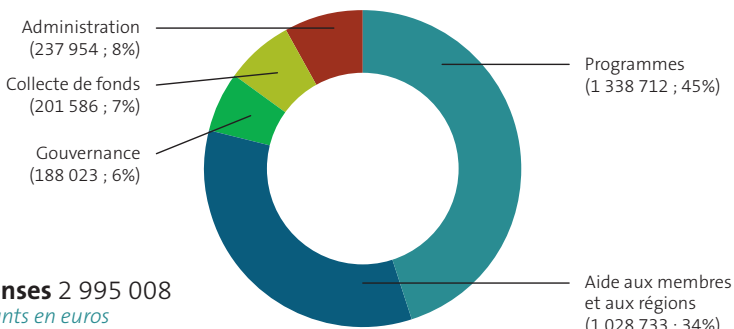
En haut à gauche : Action des Amis de la Terre Europe pour protéger la Gorge de Kresna, en Bulgarie, contre la menace d'une autoroute allant de Sofia à la Grèce, financée par l'UE.

Ci-dessus : Assemblée générale annuelle des Amis de la Terre Europe, en Bulgarie.

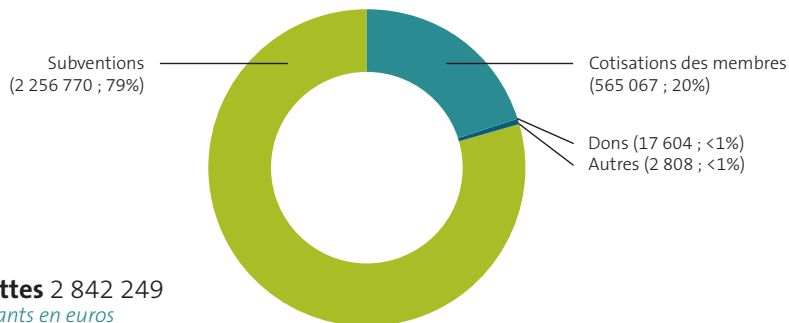


ORGANISATION ET FINANCES

Les Amis de la Terre International 2019



Dépenses 2 995 008
Montants en euros



Recettes 2 842 249
Montants en euros

Les Amis de la Terre International tient à remercier de leur aide généreuse les personnes et les institutions suivantes :

- Ministère néerlandais des affaires étrangères (*Fair, Green & Global Alliance* et *Green Livelihoods Alliance*)
- Isvara Foundation
- Société suédoise pour la conservation de la nature
- Pain pour le monde
- UICN Pays-Bas / Loterie nationale néerlandaise
- Union européenne (*EuropeAid*)
- Cultures of Resistance
- Les Amis de la Terre Suisse
- Les Amis de la Terre Pays-Bas
- Autres donateurs.

Les rapports financiers complets et vérifiés des Amis de la Terre International sont disponibles à l'adresse www.foei.org/about-foei/annual-reports

Les Amis de la Terre International a adopté des politiques en matière de violence et de harcèlement sexuel, contre la corruption et contre la fraude, un code de conduite et une politique sur le lancement d'alerte. Le but de ce 'système de gestion de l'intégrité' est de nous occuper des violations de l'intégrité personnelle et financière, d'offrir des orientations sur le comportement souhaité, et de fournir au personnel un moyen sûr de traiter les injustices. L'ExCom prévoit d'adopter ce système au début de 2020.

- Les Amis de la Terre International a eu affaire à un cas de violation de l'intégrité personnelle, qui a été dénoncé et examiné en 2018. Le processus concernant les sanctions et les mesures de réparation a démarré en 2019 et il est toujours en cours.
- Les Amis de la Terre International a eu affaire à une violation de l'intégrité financière qui a été dénoncée en 2019. L'enquête sur cette affaire est toujours en cours.
- Les Amis de la Terre International est en train d'élaborer des politiques plus énergiques en matière de sécurité.

LE COMITÉ EXÉCUTIF ET AUTRES ORGANES

Les Amis de la Terre International en 2019

Le nouveau Comité exécutif a été élu fin 2018, lors de notre assemblée générale biennale. Ses membres sont les suivants :

Présidente : **Karin Nansen, Amérique latine et Caraïbes**
– **Amis de la Terre Uruguay**

Vice-présidente : **Silvia Quiroa, Amérique latine et Caraïbes**
– **Amis de la Terre El Salvador**

Trésorière : **Nur Hidayati, Asie-Pacifique** – **Amis de la Terre Indonésie**

Membres : **Anabela Lemos, Afrique** – **Amis de la Terre Mozambique**

Bertrand Sansonnens, Europe – **Amis de la Terre Suisse**

Nora Bowier, Afrique – **Amis de la Terre Liberia**

Pankaj Kumar Karn (jusqu'en août 2019) et Prakash Mani Sharma (depuis septembre 2019), Asie-Pacifique – **Amis de la Terre Népal du Sud**

Víctor Barro, Europe – **Amis de la Terre Espagne**

Les coordinateurs de nos programmes :

Justice économique & résistance au néolibéralisme

Leticia Paranhos Menna de Oliveira
Sam Cossar-Gilbert

Justice climatique & énergie

dipti Bhatnagar
Sara Shaw

Souveraineté alimentaire

Kirtana Chandrasekaran
Martín Drago

Forêts & biodiversité

Isaac Rojas
Nele Marien

L'équipe pour le développement des membres : Elaine Gilligan (Amis de la Terre Europe); Chloe Aldenhoven (Amis de la Terre Asie-Pacifique); Danilo Urrea (Amis de la Terre Amérique latine et Caraïbes); Kwami Kpondzo (Amis de la Terre Afrique).

Les facilitateurs régionaux : Danilo Urrea (Amis de la Terre Amérique latine et Caraïbes); David Kureeba (Amis de la Terre Afrique); Shenna Sanchez et Jagoda Munić (Amis de la Terre Europe); Theiva Lingam (Amis de la Terre Asie-Pacifique).

LES AMIS DE LA
TERRE INTERNATIONAL

43 900

ABONNÉS
TWITTER
AU 31 DÉCEMBRE
2019



De haut en bas : Le Comité exécutif des Amis de la Terre International.

Les coordinateurs des programmes internationaux des Amis de la Terre International.

Le Secrétariat international des Amis de la Terre International.

L'équipe pour le développement des membres des Amis de la Terre International.

Toutes les images : © Amelia Collins / Amis de la Terre International

LES ORGANISATIONS D'AMIS DE LA TERRE DU MONDE ENTIER

Les Amis de la Terre International



Afrique

Afrique du Sud
Cameroun
Ghana
Liberia
Mali
Maurice
Mozambique
Nigeria
Ouganda
Sierra Léone
Tanzanie
Togo
Tunisie

Asie-Pacifique

Australie
Bangladesh
Corée du Sud
Indonésie
Japon
Malaisie
Népal
Palestine
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
Russie
Sri Lanka
Timor oriental

Europe

Allemagne
Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord
Autriche
Belgique (*Flandre*)
Belgique (*Wallonie et Bruxelles*)
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Écosse
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie

Hongrie
Irlande
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Macédoine (*ancienne République yougoslave de*)
Malte
Norvège
Pays-Bas
Pologne
République tchèque
Russie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse

Amérique latine et Caraïbes

Argentine
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Curaçao (*Antilles*)
El Salvador
Grenade (*Antilles*)
Guatemala
Haïti
Honduras
Mexique
Paraguay
Uruguay

Amérique du Nord

Canada
États-Unis d'Amérique

Image de couverture : Les Amis de la Terre Amérique latine et Caraïbes dans les rues de Santiago, au Chili, pour le Sommet des peuples (*Cumbre de los Pueblos*). © Edgardo Mattioli / Radio Monde Réel

www.foei.org/fr